

Le nouveau sentiment d'urgence qui caractérisa les relations de défense du Canada avec les États-Unis aviva comme jamais auparavant les préoccupations du gouvernement au sujet de la souveraineté canadienne. La propension de Washington à considérer que les territoires nordiques de son voisin avaient un rôle de plus en plus vital dans la défense de l'Amérique du Nord conduisit à une demande accrue de bases et d'installations militaires. Lorsqu'il accepta le stationnement d'un escadron américain de B-49 équipés d'armes nucléaires à Goose Bay en août 1950, le Canada dut pour la première fois faire face à des questions troublantes au sujet de son rôle et de ses responsabilités à l'égard de toute décision américaine de déployer des armes nucléaires à partir du territoire canadien. Ce dilemme compliqua les relations bilatérales durant le reste de la décennie.

Avec l'aggravation de la guerre froide, les autres relations bilatérales du Canada subirent un net recul par rapport aux liens avec les États-Unis. D'ailleurs, les dépenses inattendues qu'entraîna la crise coréenne amenèrent Ottawa à suspendre l'ouverture de nouvelles missions à l'étranger, ce qui explique la brièveté du premier chapitre. À la différence de la collection habituelle de documents sur la reconnaissance et l'accréditation, cette section privilégie l'impact de la guerre froide sur la conduite de la diplomatie.

De façon semblable, la guerre froide a effectivement éliminé tout échange bilatéral significatif avec l'Union soviétique et l'Europe orientale (Chapitre 10). Isolé dans sa chancellerie, le chargé d'affaires du Canada, John Watkins, se rendit compte qu'il lui était impossible de faire une analyse pertinente de la nature et de l'orientation de la politique étrangère soviétique. Les relations avec le bloc soviétique se résumèrent essentiellement à des échanges de propagande. Ailleurs en Europe orientale, l'intensification de la guerre froide obligea le gouvernement canadien à examiner quelle serait sa position face à une Allemagne divisée en permanence et à l'État communiste dissident de la Yougoslavie. À l'hiver de 1950-1951, quand les tensions qui divisaient l'Est et l'Ouest atteignirent leur paroxysme, des hauts fonctionnaires et des ministres cherchèrent à mesurer les risques très réels d'une guerre dans une série de mémoires passant en revue une année qui s'achevait «sur une crise et des espoirs déçus»⁷ (Documents 629 à 636).

Les rapports personnels, politiques et administratifs qui avaient façonné la politique canadienne en 1949 restèrent largement inchangés⁸. Au sommet, le premier ministre, Louis Saint-Laurent, continua sa collaboration harmonieuse avec Pearson, qui acquérait de plus en plus de maîtrise et de confiance dans ses fonctions de secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Comme l'illustrent cependant les sections sur la reconnaissance de la Chine communiste et les débuts du conflit coréen, les deux hommes divergèrent parfois dans leur façon d'aborder des aspects de la guerre froide. Pearson, toujours relativement inexpérimenté comme ministre, fut parfois enclin à négliger les considérations de politique intérieure alors qu'il cherchait à réaliser ses objectifs en matière de politique étrangère. D'autre part, le premier ministre, formé par un William Lyon Mackenzie King prudent, était extrêmement conscient de la nécessité de ne pas s'écarter de l'opinion canadienne.

⁷ *Rapport annuel du ministère des Affaires extérieures*, p. vii.

⁸ Voir A.D.P. Heeney, «The Conduct of Canadian Diplomacy», *Statements and Speeches* 50/2.